



SALARIÉS DU SECTEUR PUBLIC ET DU PRIVÉ CHÔMEURS, JEUNES ET RETRAITÉS

APRES LE 22 MARS, CONSTRUIRE L'OPPOSITION A MACRON

BULLETIN NPA PSA POISSY

29 MARS 2018

**NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE**

La manifestation du 22 mars a été un succès, avec plusieurs centaines de milliers de manifestantEs. Sept organisations syndicales de la fonction publique avaient appelé à une journée de grève et de manifestations, rejointes par plusieurs fédérations (industries chimiques, mines-énergie...) et par des unions départementales (Seine-Maritime, Bouches du Rhône...) de la CGT.

Le même jour, Les cheminotEs étaient très mobiliséEs, permettant l'annulation d'un TER sur deux et de trois TGV sur cinq, ce qui montre que ces travailleur/ses ont toujours la capacité de bloquer l'économie et de construire un rapport de forces. La mobilisation était également forte dans l'éducation, la Poste, les administrations, etc.

Preuve qu'il n'y a pas que les cheminotEs à être en colère contre la dégradation de leurs salaires et de leurs conditions de travail. Comme l'ont également montré les très grosses manifestations de retraitéEs de la semaine dernière.

Pour cette raison, le 22 mars a été l'occasion de nous retrouver le plus nombreux-euses possible, en grève et dans la rue, pour en finir avec la cacophonie des luttes dispersées. Simplement parce qu'on ne veut pas se faire « écraser » les uns après les autres !

UNE OFFENSIVE QUI CONCERNE TOUT LE MONDE

Après s'être attaqué au Code du travail, le gouvernement s'en prend maintenant aux jeunes des classes populaires auxquels il veut imposer de nouveaux obstacles à l'entrée à l'université. Il s'en prend aux chômeurs-euses, avec son projet de réforme de l'indemnisation qui ne cherche pas à réduire le chômage, mais à en radier le plus grand nombre ou à les obliger à accepter des boulots au rabais.

Il s'en prend aux fonctionnaires auxquels il veut imposer un plan massif de 120 000 suppressions de postes et le développement des contrats précaires. Pourtant, tout le monde sait que les hôpitaux publics manquent de moyens. Aux urgences, il faut patienter des heures pour être pris en charge, parfois pour dormir dans un couloir, sur un brancard. Dans les Ehpad (maisons de retraite), les employéEs doivent courir d'un patient à l'autre. Et dans les écoles, les

lycées, les universités, les profs font cours à des classes ou des amphis surpeuplés.

ÉCRASER LES CHEMINOT-TE-S POUR DÉCOURAGER L'ENVIE DE RESISTER

Quant au « statut » des cheminotTEs, il n'est pas la cause des problèmes que rencontrent les voyageurs-euses. Mais ce n'est pas la préoccupation de Macron et de Philippe. En cassant leur « statut », ils veulent simplement que la SNCF puisse licencier ses employéEs, comme une entreprise ordinaire. A l'image des plans de suppression d'emplois qui se multiplient dans le privé (Ford, PSA, Pimkie, Carrefour, Air France).

MOBILISONS- NOUS TOU-TE-S

Évidemment, une ou deux journées, même en étant nombreux-euses, ne suffiront pas pour faire plier ce gouvernement. Et aucun secteur ne pourra gagner seul, quelle que soit sa détermination. Dimanche, Bruno Lemaire, ministre de l'économie, a déclaré sur France Inter que le gouvernement allait « tenir » face à la grève des cheminotTEs, quelle que soit sa durée.

Si nous voulons lui donner tort, ce qui est à l'ordre du jour, c'est la construction d'un mouvement de grève, un mouvement d'ensemble, qui ne s'arrête pas aux « journées saute-moutons » qui nous ont conduits à l'échec, en 2016, puis en 2017. Ce n'est pas non plus avec 2 journées de grève par semaine, étalées sur trois mois, à partir du 3 avril, que les cheminotTEs pourront gagner !

Pour vaincre, les cheminotTEs ne devront pas rester seulEs, dans le bras de fer qui s'engage avec le gouvernement. Il va falloir généraliser et reconduire les grèves, en rappelant qu'il y a tout juste 50 ans, le 22 mars 1968, la jeunesse avait donné le coup d'envoi à la grève générale. Ce qu'il nous faut, c'est une grève générale, comme en 1968, mais qui aille jusqu'au bout, jusqu'à remettre en cause tout le pouvoir de ceux qui nous dirigent.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook



LE SUSPENS EST TERMINÉ

Le patron de LVMH, Bernard Arnault, entre dans le top 5 des hommes les plus fortunés au monde avec un patrimoine évalué de 58,6 milliards d'euros. L'expansion de LVMH s'inscrit dans un mouvement d'expansion du secteur des produits de luxe.

L'explication est simple : l'augmentation des inégalités et l'accaparement de la croissance par les revenus les plus élevés. Ces inégalités permettent aux industriels du luxe à la fois d'étendre leurs marchés et d'augmenter leurs prix. C'est un exemple de plus de l'absurdité de l'économie capitaliste ; incapable d'assurer à chacun des conditions de vie digne alors qu'une minorité nage dans l'opulence.

NON AU LICENCIEMENT DE GAËL QUIRANTE !

Muriel Penicaud, la ministre du travail multimillionnaire (7,5 millions d'euros de patrimoine), qui a dirigé Business France, l'entreprise aux 671 infractions au Code du travail, a autorisé le licenciement de La Poste de notre camarade Gaël Quirante, militant à Sud PTT.

Après 10 procédures de licenciement en 14 ans, à chaque fois retoquées par l'Inspection du travail et même par Xavier Bertrand, ancien ministre de Sarkozy, c'est finalement ce gouvernement « ni de droite ni de gauche » mais vraiment à 100% ami des riches et complice des licenciements qui veut mettre un point final au combat collectif que mènent Gaël et les

postiers du 92 contre les restructurations, la répression, pour l'application de leurs droits et surtout que toutes nos luttes ne soient pas des grains de sable dans la mer mais s'agrègent et nous rendent plus forts contre la dictature patronale et l'État

La Poste veut le licenciement parce qu'il défend ses collègues et participe à la lutte contre les réorganisations du travail dans son entreprise.

Il est soutenu par de nombreuses organisations et personnalités qui refusent son licenciement.

Signer la pétition sur <https://lc.cx/PW9i>

SNCF : NE NOUS LAISSONS PAS ABUSER PAR LA PROPAGANDE GOUVERNEMENTALE

Les usagers de la SNCF ont bien des raisons d'être exaspérés. Mais qui peut croire que c'est la suppression du statut des futurs cheminotTEs qui va régler les problèmes de retards, de pannes informatiques, de vétusté du matériel, ou de la dette la SNCF ? Une dette qui vient d'abord des énormes dépenses liées au développement des lignes à grande vitesse imposées à la SNCF par les gouvernements successifs ; au détriment souvent des lignes pour les déplacements du quotidien : école, travail.

En fait on est en droit de penser que les pouvoirs successifs et la direction de la SNCF ont sciemment laissé se dégrader la situation pour monter les usagers contre les cheminotTEs et justifier l'idée d'une privatisation qui rendrait le service public plus performant. Ne soyons pas dupes, l'exemple de la privatisation des chemins de fer en Grande Bretagne, accidents, augmentation massive des tarifs, devrait nous éclairer.

Ensemble, pour un service public du rail amélioré aux côtés des cheminotTEs, faisons dérailler les projets du gouvernement.

FORD BLANQUEFORT : L'HEURE EST À EMPÊCHER FORD DE SE DÉSENGAGER

Après des années de promesses non tenues, Ford a fini par annoncer la couleur. C'est la fermeture de l'usine qui est programmée : 900 emplois directs concernés, environ 3000 en indirect. Malgré les profits et dividendes record versés aux actionnaires. Malgré les millions d'aides publiques reçues sous des formes diverses. Malgré la promesse faite en 2013 de maintenir 1000 emplois en CDI.

Alors aujourd'hui, comme le dit notre camarade Philippe

Poutou, salarié de cette usine, « nous sommes opposés à un repreneur pas seulement parce que c'est une solution bidon mais surtout parce que nous ne donnons pas le droit à la multinationale de partir ..., et que Ford a des comptes à rendre ». Dans ce cadre rien à attendre de politiciens juste bons à verser des larmes de crocodile sur le sort des salariéEs concernéEs. C'est la force de la mobilisation des salariéEs de l'usine et de toute la population de la région avec eux, et, au-delà, des autres usines automobiles, qui sera déterminante.

Objectif : zéro emploi supprimé.

RETRAITÉ-E-S EN COLÈRE, GROSSES MANIFS LE 15 MARS DERNIER

Toute une vie au travail et des retraites de misère pour des centaines de milliers de gens. D'autres qui ont vu pour la première fois cette année leur retraite baisser. L'augmentation de la CSG représentera en un an plus de 240€ sur une retraite de 1200€. Même les couples où chacunE n'a que 1000€ de retraite sont touchés. Cela n'a pas empêché Bruno Lemaire, ministre de l'économie, sur France Inter dimanche dernier, de justifier les sacrifices demandés aux retraitéEs, sous prétexte de solidarité avec les travailleurs-ses salariéEs.

Alors même que le gouvernement baisse les impôts des riches et des capitalistes. Les retraites, elles, seront gelées sur toute l'année 2018. Et ce dont presque personne n'a parlé : début mars au Sénat, le gouvernement a mis son veto à un projet de loi déjà voté à l'unanimité par les députés et qui prévoyait de porter la retraite minimum des exploitants agricoles à 85% du Smic, en finançant la mesure par une toute petite taxe sur les transactions en bourse. Inadmissible pour Macron.

PLEIN LES POCHEs ... PARTOUT

Le 1^{er} mars, PSA a annoncé ses résultats pour 2017 : un bénéfice net de 1,9 milliard d'euros, en hausse de 11,5 %. Les ventes sont en hausse de 15,4 % avec 3,63 millions de véhicules vendus. Mais les salariéEs de PSA, à qui l'entreprise propose 19 € d'augmentation pour les plus bas salaires, n'en verront pas la couleur. Tout comme les salariéEs d'Opel en Allemagne et en Grande-Bretagne, racheté cette année par PSA, dont des dirigeants grassement payés affirment qu'ils coûtent trop cher et que certaines usines risquent d'être menacées de fermeture pour « surcapacités ». La colère de l'ensemble des travailleurs-ses de l'automobile pourrait faire ravalier son arrogance ...

car si on ajoute les Renault dont les bénéfices annoncés en février s'élevaient à 5,2 milliards d'euros, et la totalité des bénéfices faits dans toutes nos entreprises, les dividendes versés aux actionnaires souvent supérieurs à nos augmentations de salaires justifieraient un véritable soulèvement !

COMMERCE : DES SUBVENTIONS POUR LICENCIER

CARREFOUR → 400 millions de CICE et 4400 suppressions d'emplois en 2017

CASTORAMA → 44 millions de CICE et 446 suppressions d'emplois en 2017

CONFORAMA → 39,3 millions de CICE, 3 PSE et 445 suppressions d'emplois depuis 2014

PIMKIE → 37 magasins fermés et 208 suppressions d'emplois en 2017

BRICO-DÉPÔT → 9 millions de CICE et 82 suppressions d'emplois en 2017

ACCOR → 18,6 millions de CICE et 15 millions de dividendes en plus en 2017

IKEA → 48,2 millions de CICE depuis 2013

BUFFALO GRILL → 5 millions de CICE et 14 millions de bénéfices en 2015

Si nos idées t'intéressent, n'hésite pas à nous contacter : npa.poissy@gmail.com ou 06.80.73.86.77